



Coup de froid sur l'entretien-rénovation

En 2009, la reprise n'a pas été au rendez-vous pour le bâtiment finistérien. Tandis que les premiers symptômes de la crise perçus en 2008 dans les secteurs de l'habitat et du non résidentiel se confirment, l'entretien-rénovation est touché à son tour du fait de l'attentisme des ménages.

76 610 m²

de surfaces autorisées pour la construction de bâtiments non résidentiels dévolus à l'enseignement et au volet santé - action sociale. Le secteur public est le seul domaine d'activité dont les besoins en locaux augmentent en 2009.

Sur le marché de l'habitat, la tendance observée en 2008 se poursuit cette année avec ¼ de permis délivrés en moins et un recul de 21 % des mises en chantier. L'habitat individuel et collectif ont connu des déboires similaires (chute de 23 % sur le plan individuel et de 19 % pour le collectif). Depuis 2004, 10 à 20 000 logements de plus que le besoin réel ont été construits dans la région, en grande partie du fait de la défiscalisation. Comme il faut aujourd'hui 20 mois pour écouler les stocks, des permis obtenus en 2007 ou 2008 n'ont pas été activés.

Sur le marché non résidentiel, la tendance est également à la baisse tant au niveau des permis accordés (-11 %) que de la production de locaux (-25 %). Néanmoins, des disparités existent selon le type d'ouvrage. Si on remarque une division par 2 des surfaces autorisées pour les bâtiments de stockage ou ceux dédiés au commerce, le secteur public se distingue quant à lui avec une progression des permis pour les locaux dévolus à l'enseignement (33 248 m², +9 %) et au volet santé - action sociale (46 362 m², +9 %).

Elan freiné pour l'entretien-rénovation

Le marché de l'entretien-rénovation, qui tirait son épingle du jeu en 2008, n'a pas été épargné avec une orientation à la baisse du niveau d'activité. Perte de confiance vis-à-vis du système bancaire, crainte de perdre son emploi ou peur de s'endetter constituent autant de facteurs incitant les ménages à privilégier l'épargne de précaution à la consommation. Néanmoins, la montée en puissance des éco-prêts à taux zéro distribués laisse augurer une relance des travaux (675 prêts accordés au 3^e trimestre 2009 contre 650 en 2008).

Le secteur artisanal demeure la clé de voûte du bâtiment finistérien avec ses 13 518 actifs (58 % des actifs). De profil artisanal ou de type PME, 2/3 des entreprises sont spécialisées sur des travaux de second œuvre. Les effets de la crise renforcent le positionnement des artisans sur les travaux d'entretien-rénovation, plus rentables et offrant une plus grande souplesse de trésorerie (deux actifs sur trois effectuent de

tels travaux). Les PME, qui doivent occuper un personnel plus conséquent (26 salariés en moyenne sur le Finistère), se cantonnent sur le neuf à travers notamment la réponse à des marchés publics (2 actifs sur trois y sont mobilisés).

Erosion des carnets de commandes

L'évolution des carnets de commandes des entreprises artisanales est éloquente. Les entreprises spécialisées en construction neuve ont été les plus marquées avec 68 jours de prises d'ordres en 2009 contre 121 en 2008. Celles évoluant majoritairement sur le volet entretien-rénovation n'ont pas été épargnées par ce phénomène (80 jours en 2009 contre 98 sur l'année précédente). Si cette baisse s'expliquait en 2008 par une absence de demande de nouveaux devis, il ne s'agit plus de la raison principale aujourd'hui. En effet, la cause majeure soulevée par les artisans est la non-transformation des devis en commandes. Les annulations de chantiers et les refus de prêts bancaires formulés aux clients sont également plus courants.

(1) Ronan Larvor - Article du Télégramme en date du 7 octobre 2009.
 (2) Enquête menée par I+C Consultant pour le compte de la Capeb auprès de 800 entreprises artisanales du bâtiment en octobre 2009. Le bâtiment artisanal n° 592 / Janvier 2010.
 (3) Cellule économique de Bretagne - BIR Mars 2010.

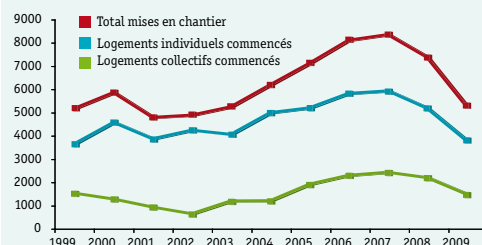
Contraction des effectifs

La dégradation du chiffre d'affaires des entreprises du bâtiment (- 7 % en 2009, et des prévisions de l'ordre de - 3 % pour 2010) a eu comme conséquence prévisible la perte de 2 000 emplois sur le département entre fin 2008 et septembre 2009. Cette perte s'explique pour moitié par le non renouvellement de contrats à durée déterminée, et pour moitié par les dépôts de bilan des petites entreprises artisanales victimes de problèmes de trésorerie. L'intérim est en net repli également avec 11 % de contrats conclus en moins au cours du 3^e trimestre 2009 par rapport à l'année précédente. En nombre d'équivalents temps plein, les secteurs du gros œuvre avec une diminution de 3 % des contrats et surtout du second œuvre à - 30 % sont les plus affectés. Pour les travaux publics, on note une certaine stabilité avec + 2 %.

La hausse du coût des matériaux (notamment les non ferreux : + 53 % pour le cuivre, + 63 % pour le zinc) n'a pas été répercutée sur les prix chez 63 % des artisans qui l'ont constatée. En parallèle, les délais de paiement s'allongent avec la clientèle privée et diminuent avec l'Etat et les collectivités locales.

Les chiffres clés

Évolution des mises en chantier de logements individuels et collectifs



Source: Cellule économique de Bretagne - Données DRE / SITADEL / UNICEM.

68

Nombre de jours de carnet de commandes sur le secteur de la construction neuve, contre 121 un an auparavant.

L'économie d'énergie au cœur des préoccupations

Tous les professionnels du bâtiment sont concernés par les économies d'énergie, et pas uniquement les plombiers - chauffagistes et les électriciens. Les métiers de l'isolation sont en première ligne (le plâtrier sur le volet intérieur, ainsi que le charpentier et le couvreur sachant que 40 % des déperditions énergétiques passent par la toiture ; sur le volet extérieur on retrouve le maçon pour les enduits, le peintre pour les enduits minces, le tailleur de pierre pour la pierre agrafée ou encore le menuisier et le serrurier - métallier en matière de bardage). En Bretagne, 777 stagiaires ont suivi des formations "FEE bat" sur le sujet au 25 juin 2009.



L'appareil de production du secteur du bâtiment

Répartition de l'emploi dans le bâtiment

(au 1^{er} janvier 2009)

23 352

Effectifs salariés :

16 781

Gros œuvre : 6 316
 Second œuvre : 10 465

Effectifs non salariés :

6 571

Secteur PME :
9 476

Secteur artisanal :
7 305

Secteur PME :
358

Secteur artisanal :
6 213

On constate une prédominance des petites structures. La taille moyenne d'une entreprise artisanale est de 3,3 salariés et la majorité ne dépasse pas 5 salariés. Plus de la moitié des artisans finistériens exercent seuls (3 867, soit 62 % des travailleurs indépendants).

Source: Cellule économique de Bretagne - Données DRE / Sitadel / Unicem.